

Macron : le succès économique, l’échec républicain

Description

La chronique de Patrick Pilcer

Dans quelques mois, Emmanuel Macron quittera l’Élysée. Dix années se seront écoulées depuis cette soirée de mai 2017 où un jeune président traversait seul la cour du Louvre au son de l’Hymne à la Joie. Il portait alors les espoirs de beaucoup, dont les miens, et certainement les vôtres aussi.

Une décennie. Assez pour transformer un pays. Assez pour laisser une trace dans l’Histoire.

La question mérite désormais d’être posée avec sérénité : que restera-t-il du macronisme ?

Soyons justes. Le bilan économique n’est pas une page blanche. La France a retrouvé une certaine attractivité internationale. Des investissements étrangers ont été attirés. Le chômage a légèrement reculé. Quelques filières industrielles ont repris vie. Le pays a parfois semblé retrouver confiance dans sa capacité à entreprendre. C’est un acquis réel.

Mais une Nation ne vit pas seulement de statistiques économiques.

Une Nation vit aussi de sécurité, de justice, d’éducation, de santé, de confiance collective et d’espérance partagée. Et c’est ici que le bilan devient plus sombre.

L’assassinat de la petite Lyhanna à Fleurance a bouleversé le pays. Comme d’autres drames avant lui. Comme d’autres drames après lui sans doute. Et le non-traitement adéquat des plaintes de la petite Rosa a amplifié cette prise de conscience.

Au-delà de l’émotion légitime, ce crime a mis en lumière ce que beaucoup de Français ressentent désormais confusément : l’impression d’un État qui peine à assurer ses missions les plus fondamentales, le sentiment que le régalien s’effondre.

Protéger. Prévenir. Punir. La République existe d’abord pour cela.

Lorsque des individus dangereux échappent aux mailles du filet. Lorsque les alertes s’accumulent

sans produire de réaction. Lorsque les institutions semblent fonctionner en silos plutôt qu'en système. Alors c'est la confiance même dans l'État qui s'érode.

Le régalien est la clé de voûte de notre Vivre Ensemble. Or cette clé de voûte apparaît aujourd'hui plus que fragilisée.

La justice et la police manquent de moyens, souvent d'effectifs et parfois de cohérence. L'Éducation nationale peine à transmettre savoirs et repères. L'hôpital s'épuise. Les services publics se raréfient dans de nombreux territoires.

Le sentiment d'abandon progresse.

Mais le plus grand échec du macronisme est peut-être aussi ailleurs. Il est plus discret. Plus profond. Plus dangereux. Car une société peut supporter des difficultés économiques. Elle peut surmonter des crises institutionnelles. Elle peut même traverser des périodes d'insécurité, voire des guerres.

Ce qu'elle supporte beaucoup plus difficilement, c'est l'absence de récit commun.

Durant dix années, Emmanuel Macron a administré la France. Mais il ne l'a jamais véritablement guidée, rassurée, protégée, ni même racontée.

Il a gouverné un pays sans parvenir à réconcilier ses mémoires, ses territoires, ses générations et ses aspirations. Il a voulu moderniser mais sans rassembler. Réformer sans fédérer. Piloter sans faire rêver. Or une Nation n'est pas une entreprise. Elle ne se résume pas à des fiches façon Sciences Po. et encore moins à un tableau de bord.

Une Nation a besoin d'une histoire commune. D'un horizon partagé. D'un sentiment d'appartenance. D'un projet collectif capable de transcender les appartenances partisanes.

Le « Faire Nation » ne se décrète pas. Il se construit. Patiemment. Par l'école. Par la culture. Par la transmission. Par l'exemplarité. Par un récit républicain suffisamment puissant pour que chacun puisse s'y reconnaître. Or ce récit s'est progressivement effacé. À sa place se sont installés les communautarismes, les ressentiments, les fractures territoriales, les oppositions identitaires et les colères permanentes.

Comme dans les anciennes mines où le canari alertait les ouvriers d'un danger invisible, certains phénomènes devraient nous inquiéter davantage que d'autres.

La résurgence de la haine antijuive en fait partie. Chaque insulte. Chaque agression. Chaque profanation. Chaque meurtre antisémite et nous n'oublions pas Sarah Halimi. Constitue moins une menace pour les Juifs qu'un avertissement adressé à toute la République. Car lorsqu'une société recommence à désigner certains de ses enfants comme des boucs émissaires, c'est toujours son propre pacte civique qui vacille.

Voilà peut-être ce que retiendra l'Histoire. Non pas l'échec d'un homme et de son équipe. Mais la limite d'une vision. La conviction que l'efficacité économique suffirait à réparer le pays.

La France avait besoin d'être modernisée. Elle avait surtout besoin d'être réconciliée.

Le premier objectif n’a été que très partiellement réussi, la faiblesse du pouvoir d’achat des Français en atteste. Le second n’a jamais été atteint, ni même en vue.

Le prochain Président de la République devra bien sûr poursuivre les efforts de redressement économique. Mais sa mission principale sera ailleurs. Il lui faudra « Refaire Nation ». Retisser les liens. Redonner confiance dans les institutions. Les moderniser, les adapter aussi bien sûr.

Il lui faudra réhabiliter l’autorité sans renoncer à la liberté. Réconcilier les territoires avec la République. Et surtout offrir aux Français ce qui leur manque aujourd’hui le plus : une raison de croire à nouveau en leur destin commun. Voire de recréer une nouvelle mythologie républicaine autour d’un récit collectif, de symboles, de rites, de figures héroïques communs.

Car une économie peut prospérer. Mais une Nation ne survit jamais longtemps sans âme.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée
12 juin 2026